

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 15/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **PROTECHNIC**

66 RUE DES FABRIQUES  
68700 Cernay

Références : 0006702143\_2024-04-05\_PROTECHNIC\_AN-2024-Rétention  
Code AIOT : 0006702143

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2024 dans l'établissement PROTECHNIC implanté 41 Avenue Montaigne 68700 Cernay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection portera sur l'action nationale 2024 "Rétention et confinement des eaux d'extinction".

Suite à l'accident de Rouen, survenu en 2019 et impliquant un établissement Seveso Seuil Haut lors duquel il est apparu que les rétentions étaient insuffisantes pour récupérer les eaux d'extinction incendie, de nouvelles dispositions réglementaires ont été introduites, notamment dans l'arrêté du 04 octobre 2010 modifié. Ces dispositions sont aujourd'hui applicables. Le bon dimensionnement des rétentions permet d'éviter des pollutions accidentelles des eaux et des sols.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PROTECHNIC
- 41 Avenue Montaigne 68700 Cernay
- Code AIOT : 0006702143
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Protechnic produit différents types de fibres thermocollantes utilisant des colles sans solvant. Cette production représente 80% des activités tandis que le reste de l'activité est dédiée à l'impression

solvantée (héliogravure).

### Thèmes de l'inspection :

- AN24 Rétention

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Dispositifs de Confinement Général du site	AP Complémentaire du 29/03/2021, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Objectifs Généraux	Arrêté Préfectoral du 28/03/2017, article 2.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consignes de Sécurité	AP Complémentaire du 12/12/2017, article 15	Sans objet
2	Dispositif de Confinement - Canal usinier + rejet direct Thur	AP Complémentaire du 12/12/2017, article 16	Sans objet
3	Dispositifs de Confinement - Bât. DECOPLAST + local encres/solvants	AP Complémentaire du 29/03/2021, article 13	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence une non-conformité :

- Point de contrôle n°5 :  
Absence de systèmes de confinement des eaux d'extinction incendie pour les eaux de toitures des bâtiments de production et absence de confinement des eaux d'extinction incendie pour le bâtiment LOCABRI

S'agissant du point de contrôle n°4

Il est demandé à l'exploitant d'apporter des éléments justifiant la conformité aux prescriptions contrôlées. En effet, compte tenu des constats réalisés, l'Inspection n'est à ce jour pas en mesure de statuer sur la conformité des dispositifs de confinement mis en œuvre.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Consignes de Sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/12/2017, article 15
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Procédure isolement des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : [...] - la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis par courriel à l'Inspection en date du 02/04/2024 trois documents afin de répondre à la prescription : <ul style="list-style-type: none"><li>• "SE I 223 - Plan d'Urgence Incendie"</li></ul> Après étude du document, cette procédure décrit le schéma d'alerte et les personnels désignés pour assurer l'alerte et la première intervention en cas d'incendie ainsi que l'évacuation des personnels présents quel que soit le moment (heures ouvrables ou non).  En fonction de la période où survient le sinistre, le rôle de responsable d'évacuation peut être attribué à différents postes qui sont décrits dans cette procédure.  Lors d'absence du personnel (entre samedi 11h et lundi 5h), les alarmes sont reportées à une société de gardiennage qui appelle les personnes du site à contacter en cas de sinistre. Si aucune personne n'est joignable, la société de gardiennage prend contact avec les pompiers de Cernay qui ont en leur possession un badge d'accès au site. <ul style="list-style-type: none"><li>• "SE I 584 - Support d'évacuation - responsable d'Evacuation"</li></ul> Après étude du document, cette procédure donne les missions du responsable d'évacuation du site lors d'un sinistre et notamment, les consignes de mise en place des systèmes de rétention des eaux.  Toujours d'après cette procédure, le responsable d'évacuation peut désigner du personnel pour l'assister dans la mise en place des systèmes de rétention en s'assurant au préalable que la personne désignée est formée à leur mise en place.  La personne en charge devra faire remonter toute difficulté ou au contraire, la bonne mise en place des systèmes au responsable d'évacuation. <ul style="list-style-type: none"><li>• "SE I 585 - Mesures environnementales de protection du site en cas d'incendie"</li></ul> Après étude du document, cette procédure définit le mode opératoire pour la mise en place des différents systèmes de rétention des eaux (tapis d'obturation, ballon obturant, batardeaux, sacs de sable) ainsi que les lieux de mise en place.  Lors de la visite d'inspection, l'Inspection a constaté que les procédures transmises ainsi que des fiches réflexes pour chacun des rôles sont présentes et affichées dans chacun des bâtiments du site.  Ces constats n'appellent pas de remarques de l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Dispositif de Confinement - Canal usinier + rejet direct Thur**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/12/2017, article 16
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Volume et moyens de confinement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant dispose de moyens permettant d'éviter tout rejet direct d'eaux extinction incendie dans le canal usinier qui traverse le site : <ul style="list-style-type: none"><li>- muret de protection du canal usinier,</li><li>- vanne ou dispositif d'isolement de la canalisation de rejet (point n°5: eaux pluviales et eaux sanitaires traitées).</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis par courriel à l'Inspection en date du 02/04/2024 deux documents : <ul style="list-style-type: none"><li>• "SE I 638 - Zones de rétentions des eaux d'extinction" indiquant les détails des zones de rétention définis par l'exploitant avec le lieu, les dimensions et les systèmes d'obturation permettant de retenir les eaux incendie pour les bâtiments et les zones extérieures définis par l'exploitant.</li><li>• "SE I 637 - Confinement des eaux en cas d'incendie" indiquant le zonage de confinement des eaux incendie défini par l'exploitant pour son site (bâtiment et extérieur) ainsi que les justificatifs et calculs des volumes disponibles.</li></ul> Concernant le canal usinier, un plan à la dernière page du document SE I 638 transmis indique la présence d'un ballon obturateur pour contenir les eaux incendie provenant du bâtiment THERMOPLAST (M3). Lors de la visite, l'Inspection a confirmé la présence du ballon obturateur et son fonctionnement.  De plus, d'après les éléments inscrits à la page 5 du document SE I 637, les abords du canal usinier ont été rehaussés de 20 cm ce qui corrobore les éléments et les photos également transmis dans le courrier de réponse de l'exploitant en date du 04/02/2021 suite à l'Arrêté Préfectoral du 27/03/2017. Lors de la visite, l'Inspection a confirmé la présence d'un muret rehaussé de 20 cm aux abords du canal usinier.  Les constats réalisés n'appellent pas de remarques de l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Dispositifs de Confinement - Bât. DECOPLAST + local encres/solvants**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/03/2021, article 13
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Volume et moyens de confinement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le bâtiment DECOPLAST (dont le local de stockage des encres et solvants, la cuisine couleurs) dispose d'une possibilité de confinement des eaux d'extinction incendie pour un volume a minima de 350m3 (175m3/h pendant 2 heures) ; ce volume peut être constitué de : <ul style="list-style-type: none"><li>- les cuvettes de rétention associées au bâtiment et au local de stockage des encres et solvants,</li><li>- la superficie imperméabilisée du bâtiment et du local de stockage des encres et solvants associée à des batardeaux, ou tout autre dispositif d'efficacité équivalente, mis en place au niveau des couvertures :</li><li>- ces batardeaux, ou tout autre dispositif d'efficacité équivalente, sont toujours en bon état et vérifiés régulièrement,</li></ul> [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis par courriel à l'Inspection en date du 02/04/2024 un document "SE I 637 -

Confinement des eaux en cas d'incendie" indiquant le zonage de confinement des eaux incendie défini par l'exploitant pour son site (bâtiment et extérieur) ainsi que les justificatifs et calculs des volumes disponibles.

Après étude du document, la rétention des eaux incendie du bâtiment DECOPLAST est assurée par 2 moyens :

- les cuves de rétention présentes au niveau de la cuisine Couleurs et du local de stockage des encres,
- la surface imperméabilisée du bâtiment avec la mise en place de batardeaux sur les points d'entrée.

Pour chaque moyen, l'Inspection a réalisé un contrôle documentaire pour vérifier les calculs de volume.

Par échantillonnage, seul le volume en lien avec la surface imperméabilisée du bâtiment a été étudié dans le détail :

- Cuve de rétention du local encres : 87.5 m<sup>3</sup>
- Cuve de rétention de la cuisine couleurs : 1 m<sup>3</sup>
- Volume en lien avec la surface du bâtiment :

La rétention des eaux incendie est assurée par la mise en place de batardeaux au niveau des ouvrants afin de maintenir les eaux incendie dans le bâtiment.

Hauteur des batardeaux : 20 cm

Surface du bâtiment (à partir du plan) : 77.28 m x 35.31 m = 2728.76 m<sup>2</sup>

Soit le volume de rétention disponible est de : 2728.76 x 0.2 = 545.8 m<sup>3</sup>

La somme de tous les volumes définis pour le bâtiment DECOPLAST sont supérieurs au volume minimum inscrit dans la prescription contrôlée.

Des audits hebdomadaires sont réalisés par le personnel sur site.

Une trame de contrôle est définie par bâtiment (par ex : SE DS 121 pour le bâtiment M1 et SE DS 122 pour le bâtiment M5) et la structure est similaire pour chaque bâtiment :

- un plan incendie reportant les équipements et alarmes sur le bâtiment ainsi que les emplacements des batardeaux,
- un tableau définissant tous les équipements à contrôler et notamment, les batardeaux. Pour les batardeaux, le contrôleur doit vérifier que chaque batardeau, qu'il est accessible et non obstrué, qu'il est en bon état visuel et sa correcte mise en place.

Lors de la visite, l'inspection a contrôlé par sondage :

- les deux derniers audits hebdomadaires du bâtiment M1,
- la disponibilité et la bonne mise en place des batardeaux N° B14 et B15.

Concernant les consignes de mise en place, lors du contrôle, l'Inspection a constaté la présence et l'affichage dans le bâtiment DECOPLAST la procédure référencée SE I 585 détaillant le mode opératoire de mise en place des batardeaux (voir point de contrôle n°1).

L'exploitant a transmis par courriel en date du 10/04/2024 le compte-rendu du dernier exercice incendie effectué en date du 05/06/2023.

Ces constats n'appellent pas de remarques de l'Inspection.

Sur ce constat, seule la disponibilité et la mise en place des batardeaux sur le bâtiment DECOPLAST ont été contrôlées par l'Inspection.

Le cas spécifique relatif à l'efficacité des batardeaux est traité dans le point de contrôle suivant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Dispositifs de Confinement Général du site

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 29/03/2021, article 14

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Volume et moyens de confinement

**Prescription contrôlée :**

De façon plus générale, l'exploitant doit disposer au droit de son site d'un volume de confinement global des eaux d'extinction incendie de 660 m<sup>3</sup> (330 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures) ; ce volume peut être constitué de :

- les cuvettes de rétention associées aux bâtiments,
- les superficies imperméabilisées des bâtiments associées éventuellement à des batardeaux, ou tout autre dispositif d'efficacité équivalente, mis en place au niveau des ouvertures :
- ces batardeaux sont toujours en bon état et vérifiés régulièrement ;
- leur mise en place doit être rapide et aisée et à cet effet des consignes sont élaborées et des exercices de mise en œuvre sont régulièrement réalisés ; l'exploitant doit pouvoir en justifier ;
- en période de "non-activité du bâtiment", les batardeaux, ou tout autre dispositif d'efficacité équivalente, sont mis en place au niveau des ouvertures,
- les canalisations mises en œuvre pour la récupération et le rejet des eaux pluviales, sous réserve que les émissaires de rejet soient isolés et obturés,
- des surfaces imperméabilisées du site, sous réserve toutefois que :
- les voiries de desserte ainsi que celles destinées à la circulation des engins de secours, ne soient pas utilisées comme rétention des eaux d'extinction,
- la profondeur de rétention n'excède pas 0,20 m, à l'exception de zones spécifiques (bassins) pour lesquelles la profondeur n'est pas limitée.

Les dispositions de confinement de l'article 7.6.8.1.2 "Dispositif de confinement particulier au bâtiment DECOPLAST et au local des encres et solvants" sont comptées dans les dispositions de confinement générales.

Les plans justifiant de la mise en œuvre du confinement et des volumes disponibles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les organes de commande (volants, dispositifs de commande de gonflement de ballon obturateur, etc ...) nécessaires à la mise en service :

- des équipements (vannes, ballon gonflable obturateur, etc ...),
- et ouvrages de confinement (bassin, etc ...),

Doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. Ils sont clairement identifiés, toujours accessibles, toujours manœuvrables :

- les sens "Ouverture/Fermeture" sont clairement identifiés,
- les éventuels matériels de mise en œuvre de ces organes de commande sont toujours accessibles.

Les organes de commande et les équipements de mise en œuvre du confinement sont régulièrement entretenus. Le bon fonctionnement de ces organes de mise en œuvre et équipements est régulièrement contrôlé et a minima 1 fois par semestre.

Une consigne quant au contrôle du bon fonctionnement de ces équipements est établie.

L'exploitant porte dans un registre spécial, tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées, les dates de contrôles et commentaires.

[...]

#### **Constats :**

L'exploitant a transmis par courriel à l'Inspection en date du 02/04/2024 un document (SE I 637 - Confinement des eaux Incendie) qui détaille les calculs de volume des rétentions définis par l'exploitant.

Par sondage, l'Inspection a effectué un contrôle documentaire uniquement sur les rétentions réalisées à partir des surfaces imperméabilisées des bâtiments de production du site.  
D'autres systèmes type cuve de rétention n'ont pas fait l'objet d'un contrôle de l'Inspection.

Pour le bâtiment STOCK - M4, la rétention des eaux incendie est assurée par la mise en place de sacs de sable au niveau des ouvrants afin de maintenir les eaux incendie dans le bâtiment.

Hauteur : 2 rangées de sacs de sable soit 18cm.

Surface du bâtiment (à partir du plan) : 44.8m x 30 m = 1344 m<sup>2</sup>

Soit le volume de rétention disponible est de :  $1344 \times 0.18 = 242 \text{ m}^3$

Pour les autres bâtiments :

- DECOPLAST :  $546 \text{ m}^3$

Hauteur des batardeaux :  $20 \text{ cm}$

Surface du bâtiment (à partir du plan) :  $77.28 \text{ m} \times 35.31 \text{ m} = 2728.76 \text{ m}^2$

Soit le volume de rétention disponible est de :  $2728.76 \times 0.2 = \underline{545.8 \text{ m}^3}$

- THERMOPLAST :  $456.5 \text{ m}^3$

Hauteur : 2 rangées de sacs de sable soit  $18 \text{ cm}$ .

Surface du bâtiment (à partir du plan) :  $55.75 \text{ m} \times 45.49 \text{ m} = 2536.07 \text{ m}^2$

Soit le volume de rétention disponible est de :  $2536.07 \times 0.18 = \underline{456.5 \text{ m}^3}$

- M5 + M4-2 :  $1230 \text{ m}^3$

Hauteur des batardeaux :  $62 \text{ cm}$  (pour ce bâtiment, les batardeaux sont plus hauts afin de suivre les prescriptions du PPRI – Bassin versant de la Thur).

Surface du bâtiment (à partir du plan) :  $49.85 \text{ m} \times 39.80 \text{ m} = 1984.03 \text{ m}^2$

Soit le volume de rétention disponible est de :  $1984.03 \times 0.62 = \underline{1230.1 \text{ m}^3}$

Après contrôle documentaire de l'Inspection et uniquement sur les volumes de rétention disponibles à partir des surfaces imperméabilisées des bâtiments de production, les volumes définis par l'exploitant sont supérieurs au besoin du site.

L'exploitant a transmis par courriel à l'Inspection en date du 02/04/2024 un document (SE I 638 – Zones de rétentions des eaux d'extinction) qui détaille les volumes des rétentions des eaux d'extinction et indique sur un plan, les éléments permettant ce confinement. Ces informations sont définies pour chaque bâtiment du site.

Concernant les organes de commande, seuls les ballons obturateurs disposent d'un système de commande. Pour les autres équipements (batardeaux, sacs de sable et tapis obturant), aucun système de commande est nécessaire.

Les commandes des ballons obturateurs sont à proximité et se composent :

- de vannes d'ouverture et de fermeture pour les arrivées d'air
- d'un système de gonflage mécanique du ballon
- d'un système de vidange du ballon

Lors du contrôle et par sondage, l'Inspection a pu constater le bon fonctionnement du ballon obturateur situé au niveau du canal usinier.

Le système de déclenchement manuel (l'obturateur est présent en permanence dans le conduit et le gonflage est réalisé à l'aide d'une pompe manuelle) permet d'être actionné en toute circonstance et à tout moment.

Cependant, compte tenu des constats effectués lors de la visite, l'Inspection ne peut conclure en l'état sur le déploiement et la mise en place de manière rapide et aisée de l'obturateur gonflable comme défini dans la prescription contrôlée, notamment sur le temps de gonflage du ballon d'obturation et la disponibilité du personnel nécessaire (à ce temps de mise en œuvre s'ajoute également toutes les actions de mise en œuvre des batardeaux et sacs de sables décrites ci-après).

En date du 10/04/2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel le dernier contrôle interne semestriel des systèmes de confinement des eaux d'extinction (réf : SE DS 126 A du 02/04/2024).

Le document montre que des actions correctives sont à mettre en place pour les batardeaux et qu'un plan d'actions est également défini.

Concernant les équipements de confinement des eaux d'extinction de type batardeaux et sacs de sable, en l'état et compte tenu des éléments à la disposition de l'Inspection il n'est pas possible de conclure sur la conformité des dispositifs car :

- Premièrement, l'exploitant n'a pas réalisé de contrôle ou n'a pas d'informations concernant la résistance au feu des batardeaux et des sacs de sable ce qui, à défaut de résistance au feu, ne permettrait plus d'assurer l'efficacité des équipements à retenir les eaux d'extinction incendie.
- Deuxièmement, l'exploitant ne présente pas d'éléments permettant de justifier que les



équipements de confinement peuvent être mis en place selon une cinétique de déploiement qui concorde avec la cinétique de propagation de l'incendie qui se déclare dans le bâtiment.

En d'autres termes, il faut que les équipements de confinement soient mis en place rapidement avant que ceux-ci ne deviennent inaccessibles du fait de l'intensité de l'incendie (notamment par le fait que ces équipements sont stockés dans le bâtiment ou à proximité direct des ouvrants).

Exemple : pour le bâtiment Stock-M4, d'après la dernière Etude de Dangers du site (datant du 08/12/2017), le scénario d'incendie au niveau de ce bâtiment indique des effets thermiques sortants à plus de 8kW/m<sup>2</sup> au niveau des ouvertures (niveau correspondant à des effets létaux irréversibles pour l'Homme). Par conséquent, en cas d'incendie, il est impossible au personnel de mettre en place les batardeaux de manière aisée et sans risque pour leur vie (sans équipements spécifiques) sachant que ces batardeaux sont stockés à l'intérieur des bâtiments.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il appartient à l'exploitant d'apporter les éléments justificatifs permettant de démontrer :

- la résistance au feu des équipements permettant de contenir les eaux d'extinction incendie à l'intérieur des bâtiments (batardeaux, sacs de sable). En effet, ces derniers doivent avoir une résistance au feu cohérente avec la structure des bâtiments afin de maintenir en cas d'incendie, les eaux du bâtiment en feu pendant 2 heures
- la rapidité et la facilité de mise en place de l'ensemble des équipements de confinement dans une cinétique de déploiement des équipements concordante avec la cinétique de propagation de l'incendie permettant d'éviter une mise en danger du personnel effectuant le déploiement et de contenir les eaux d'extinction de l'incendie

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 5 : Objectifs Généraux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/2017, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Rejets d'eaux d'extinction susceptibles d'être polluées
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : [...] - prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.
<b>Constats :</b>  Concernant le bâtiment Locabri, il apparaît dans l'Etude de Dangers du site (datant du 08/12/2017) que ce local est à fort risque incendie car un des phénomènes dangereux retenus est l'incendie au niveau de ce local. Or, sur l'ensemble des procédures et plans transmis par l'exploitant et étudiés par l'Inspection, aucun système de confinement des eaux incendie n'est mis en place sur ce bâtiment.  Sur le plan transmis par courriel en date du 02/04/2024, il apparaît que les eaux pluviales de toiture des bâtiments de production (DECOPLAST, LOCABRI, THERMOPLAST, Stock-M4, M5 et M4-2) sont rejetées directement vers le milieu naturel par le biais de puits filtrant. Lors d'un incendie, les eaux d'extinction incendie circulant par les toitures peuvent être potentiellement polluées. Aucun système de confinement n'est mis en place afin d'éviter le rejet d'eaux d'extinction incendie potentiellement polluées vers le milieu naturel.  Les constats précédents montrent une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois